86 % des Français favorables à la construction de nouvelles prisons

21/07/2022 à 6h21



La construction comme solution à la surpopulation carcérale. Selon un sondage de l'institut CSA pour CNEWS, dévoilé ce jeudi 21 juillet, 86 % des Français sont favorables à la construction de nouvelles prisons. Dans le détail, à la question : «Êtes-vous pour ou contre la construction de nouvelles prisons en France ?», 40 % des sondés sont «tout à fait pour» et 46 % sont «plutôt pour». A l'inverse, 11 % des personnes interrogées sont «plutôt contre» et 3 % «tout à fait contre». Cette demande, formulée depuis des années par les syndicats de police, est aussi revenue sur la table pendant la canicule qui a frappé de plein fouet des établissements pénitentiaires surpeuplés.

Depuis plusieurs années déjà, le nombre de détenus dépasse le nombre de places disponibles en prison. Au 1er juin dernier, 71.678 personnes étaient ainsi incarcérées en France, pour 60.703 places opérationnelles. Concrètement, cela équivaut à 118 détenus pour 100 places.

Une disproportion qui entraîne de nombreuses conséquences fâcheuses, notamment un manque d'intimité, d'hygiène et la détérioration de la qualité des soins. «*La plupart des*

personnes détenues sont hébergées à deux, voire à trois dans des cellules de 9m2», détaillait en 2018 un rapport d'Adeline Hazan, alors Contrôleure générale des lieux de privation de liberté.

Selon les syndicats de police, ce manque de places conduit la justice à favoriser les remises de peine et les alternatives à la prison. **Dans une tribune commune publiée l'an dernier, ils ont pris en exemple le cas de Chahinez Boutaa, brûlée vive à Mérignac (Gironde) par son compagnon, condamné à neuf mois de prison mais sorti au bout de seulement quatre mois.**

«*Les forces de l'ordre n'en peuvent plus de revoir toujours les mêmes auteurs les narguer après avoir été déférés au tribunal et être ressortis libres*», écrivent les syndicats. «*Si nous avions 100.000 places de prison, les peines d'emprisonnement ferme seraient exécutées immédiatement, les tribunaux n'hésiteraient pas à condamner à de courtes peines les délinquants du quotidien.*»

Quel que soit le sexe et la profession, la proposition semble remporter l'adhésion. Une majorité d'hommes (85 %) comme de femmes (88 %) sont pour la construction de nouvelles prisons, tout comme les inactifs (86 %), les CSP- (85 %) et les CSP+ (88 %). Toutes proportions gardées, les jeunes semblent être les plus opposés à l'idée : 22 % des 18-24 ans sont contre la construction de nouvelles prisons, contre seulement 13 % des 35-49 ans et 11 % des 50-64 ans.

Au niveau de la sensibilité politique, là encore, la construction de nouvelles prisons fait plutôt l'unanimité. Les plus fervents partisans de cette mesure sont les sympathisants des Républicains (95 % de «pour») et de la République en marche (92 %). A l'inverse, les sympathisants de la France Insoumise ne sont «que» 80 % à être favorables à l'idée, à l'instar des sympathisants de Reconquête (80 % également).

Si la construction de prisons est une mesure populaire, dans

les faits, elle reste pourtant difficile à mettre en oeuvre. Le gouvernement a lancé son «Plan 15.000 places», destiné à créer 15.000 nouvelles places de prison mais aucun des sites retenus n'accueille le projet à bras ouverts. Par exemple, à Crisenoy (Seine-et-Marne), les élus de l'intercommunalité doivent se prononcer en septembre sur l'éventuelle construction d'une prison de 1.000 places, à laquelle la mairie est fermement opposée.

Malgré les obstacles, le plan du gouvernement prévoit toujours deux phases : 7.000 places mises en chantier d'ici à la fin de cette année, livrées ou à un stade avancé de construction, et 8.000 places supplémentaires lancées pour une livraison finale en 2027. […]

cnews